Les plages font-elles partie de la nature ? Une analyse du discours des associations californiennes de protection des plages (1930-1960)

Elsa Devienne

▶ **To cite this version:**

Elsa Devienne. Les plages font-elles partie de la nature ? Une analyse du discours des associations californiennes de protection des plages (1930-1960). Enquêtes et documents (Centre de recherche en histoire internationale et atlantique - Nantes), 2014, S'adapter à la mer, L'homme, la mer et littoral du Moyen-âge à nos jours, 47, pp.97-110. 10.4000/books.pur.25858 . hal-01640716

HAL Id: hal-01640716
https://hal.parisnanterre.fr/hal-01640716

Submitted on 19 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CRHIA
centre de recherches en histoire internationale et atlantique

enquêtes & documents

échanges, relations internationales & histoire du monde atlantique

S'adapter à la mer

L'homme, la mer et le littoral du Moyen Âge à nos jours

Textes réunis par Frédérique Laget et Alexis Vrignon

centre de recherches en histoire internationale et atlantique

Presses Universitaires de Rennes
PUR

n°47

Les plages font-elles partie de la nature ? Une analyse du discours des associations californiennes de protection des plages (1930-1960)

INTRODUCTION

Dans les années 1930, plusieurs associations de protection du littoral apparaissent en Californie. Suivant le modèle de groupes similaires fondés sur la côte est dans les années 1920, elles ont à l'origine pour objectif principal de trouver une solution à l'érosion des plages, enjeu fondamental dans une région où le tourisme est alors l'un des secteurs majeurs d'activité économique. Ces associations n'ont quasiment pas été étudiées aux États-Unis, que ce soit au niveau local, régional ou national. Même l'American Shore and Beach Protective Association (ASBPA), association nationale créée en 1926 et toujours active, n'a fait l'objet d'aucun article ou ouvrage d'historien[1]. L'absence de travaux sur la question est particulièrement surprenante compte tenu des thèmes favoris des historiens de l'environnement aux États-Unis. Parce qu'issue en partie des mouvements sociaux des années 1960 et 1970 menés sur les campus universitaires, l'histoire de l'environnement aux États-Unis a en effet fait une place de choix à l'étude des associations de protection de la nature comme le Sierra Club ou la Audubon Society[2]. Cet intérêt prononcé pour une histoire institutionnelle de l'environnementalisme est allé de pair avec une focalisation sur les grands penseurs et acteurs de cette histoire (Henry David Thoreau, John Muir, Aldo Leopold, etc.), les parcs nationaux, et, de manière générale, ce qu'on appelle la *wilderness*, c'est-à-dire la nature sauvage et inhabitée, symbole de ce qui distingue les États-Unis du Vieux Monde[3]. Richard White écrit par exemple en 1985 que « les historiens définissent l'environnement presque exclusivement comme un espace sauvage ou, du moins, non colonisé[4] ». Cette obsession nationale pour la *wilderness* et ses protecteurs est remise en cause depuis les années 1990 car elle a le défaut d'avoir mis en avant les efforts d'hommes blancs issus des classes sociales supérieures et d'avoir ainsi négligé une large frange d'acteurs

historiques, notamment les femmes, les minorités et les classes ouvrières, ayant eux aussi participé à des combats d'ordre environnemental[5].

Ce n'est cependant pas pour cette raison que les acteurs historiques dont il est question ici ont longtemps été négligés. La plupart sont des hommes blancs et ils ont une bonne situation : il s'agit de l'élite administrative, politique et scientifique de la région. La véritable raison de ce désintérêt tient en réalité à l'ambiguïté fondamentale de l'objet qu'ils cherchent à protéger et à aménager : les plages. De fait, bien qu'ils affirment vouloir protéger les côtes californiennes dans leur diversité, ce sont bien les plages de sable – celles qui attirent les touristes et font monter les prix de l'immobilier – qui concentrent toutes leurs attentions. Or, les plages font-elles partie de la nature ? Au regard de la conception qu'ont les Américains de la nature à l'époque, rien n'est moins sûr. Le titre, un brin provocateur, de cet article souligne en effet le statut incertain des plages californiennes dans le panthéon de la nature américaine au XX^e^ siècle. Incidemment, c'est aussi cette incertitude quant au caractère « naturel » des plages qui explique le peu d'intérêt des historiens pour ces associations. De fait, les plages sont à l'opposé de ce que les premiers environnementalistes, et à leur suite les historiens de l'environnement, ont longtemps considéré comme la seule « nature » digne d'attention, c'est-à-dire la *wilderness* (nature sauvage en français). Comme expliqué plus haut, la *wilderness* – tel que ce concept a été élaboré au XIX^e^ siècle en réaction à l'urbanisation et l'industrialisation croissante du pays – est un espace naturel inhabité, sauvage et que l'homme n'a jamais touché. Le terme est généralement associé aux forêts et aux montagnes qui ont été les premiers espaces officiellement préservés par l'État fédéral américain[6]. Il suffit d'observer les photographies de l'époque des stations balnéaires en vogue pour comprendre pourquoi les plages, qu'il s'agisse de celles de Coney Island à côté de New York ou celles de Los Angeles, n'étaient pas considérées comme faisant partie de la nature telle qu'elle était encensée dans les ouvrages des grands écrivains de la nature (*nature writers*) tels que Henry David Thoreau ou John Muir. Bondées, bruyantes, souvent sales, les plages publiques à proximité des grandes villes de Californie étaient loin d'incarner cette nature régénératrice et salvatrice.

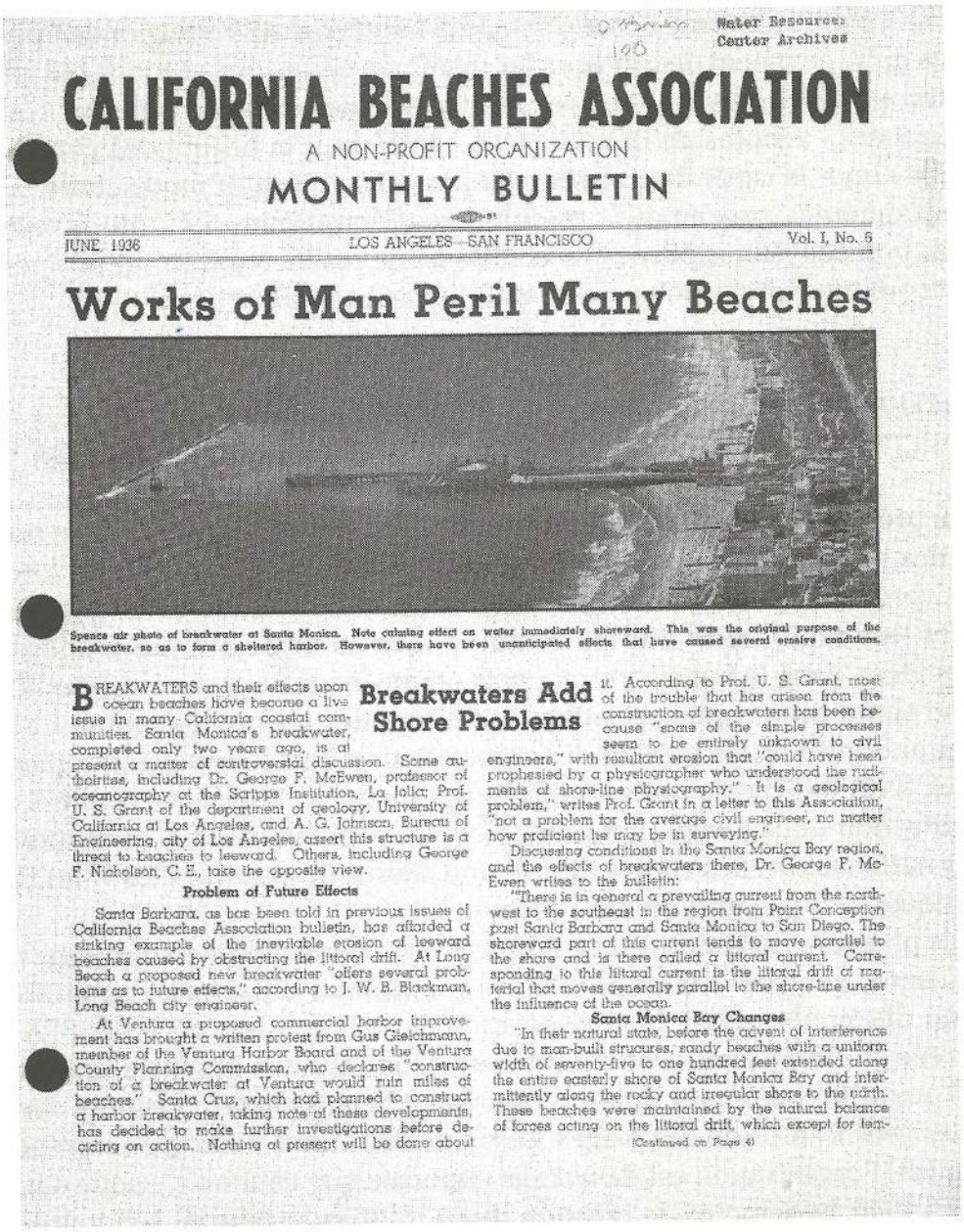
Depuis les années 1990, cette focalisation sur la nature sans hommes dans le domaine des études environnementales a volé en éclat et l'*urban environmental history*, l'histoire de l'environnement des villes, est devenue un champ d'études dynamique[7]. Cette étude sur les associations de protection et des plages s'inscrit dans cette perspective. Il s'agit de comprendre comment le discours et le travail de ces associations ont été directement influencés par cette conception particulière de la nature aux États-Unis qui domine les XIX^e^ et XX^e^ siècles. L'objectif de cet article est de montrer que cette identification de la nature à la *wilderness* des forêts et des montagnes a eu des conséquences majeures sur l'évolution de la protection de la nature aux États-Unis, mais aussi sur le destin de ces espaces ambigus que sont les plages, à mi-chemin entre l'humain et le

naturel. Confrontés à une description de la nature qui ne correspondait pas aux plages qu'ils tentaient de protéger, les membres de ces associations ont adopté un discours duel, louvoyant entre une stratégie de l'ordre de celle des « préservationnistes » adeptes de la *wilderness*, centrée sur la beauté des côtes et les bienfaits pour la santé d'un après-midi passé à la plage, et un discours radicalement différent, proche de la tradition « conservationniste[8] », qui associe les plages non pas à un espace naturel mais à une ressource, voir un équipement ou encore une infrastructure nécessaire dans le cadre urbain.

« *BATHING IS BIG BUSINESS* » : LA CRÉATION DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DES PLAGES EN CALIFORNIE DANS LES ANNÉES 1930

Au préalable, il nous faut préciser l'intitulé initial d'« associations de protection des plages » : ces associations ne sont pas à proprement parler formées pour « protéger » le littoral au sens contemporain du terme. Il ne s'agit pas de freiner leur exploitation par les hommes. Bien au contraire, ces associations sont créées dans le but de promouvoir un aménagement raisonné de la côte qui ne mette pas en danger l'utilisation future des plages. Il serait par conséquent plus juste de les appeler des associations d'« aménagement des plages ». De fait, il est difficile de catégoriser ces associations car elles ne relèvent ni de la protection de la « wilderness » telle qu'elle s'illustre dans la formation des parcs nationaux, ni des efforts de création d'aires de jeux dans les villes caractéristiques du « playground movement ».

Les premières associations de protection et d'aménagement des plages spécifiquement centrées sur les problèmes que connait la Californie apparaissent à la fin des années 1920. Une association nationale existe déjà, l'ASBPA. Elle est créée en 1926 à l'initiative d'hommes politiques issus des États littoraux de l'Est comme le New Jersey qui se préoccupent depuis plusieurs années des problèmes liées à l'érosion des plages. Les États de l'Ouest y sont peu représentés et, de fait, l'organisation est davantage régionale que nationale jusque dans les années 1940. Néanmoins, la création de l'ASBPA, puis celle de son journal trimestriel *Shore and Beach*, est une source d'inspiration majeure pour la Californie. Entre 1925 et 1935, un certain nombre d'associations locales y sont créées, souvent autour d'un combat temporaire et très restreint géographiquement : The Beach Playground Protective Association, the Save the Beach Association, the Orange County Coast Association, the Santa Monica Beach Planning Association sont autant d'associations qui émergent et disparaissent pendant cette décennie. Ce n'est qu'en décembre 1935, soit près de dix ans après la fondation de l'ASBPA, que la California Beaches Association (CBA) est créée à Santa Monica dans la région de Los Angeles. Parallèlement, une autre association aux buts similaires est également fondée, la Shoreline Planning Association (SPA), mais son action ne deviendra importante qu'à partir de l'année 1940. Contrai-



Water Resources Center Archives

CALIFORNIA BEACHES ASSOCIATION

A NON-PROFIT ORGANIZATION

MONTHLY BULLETIN

JUNE, 1936 — LOS ANGELES—SAN FRANCISCO — Vol. I, No. 6

Works of Man Peril Many Beaches

Spence air photo of breakwater at Santa Monica. Note caking effect on water immediately shoreward. This was the original purpose of the breakwater, so as to form a sheltered harbor. However, there have been unanticipated effects that have caused several erosive conditions.

Breakwaters Add Shore Problems

BREAKWATERS and their effects upon ocean beaches have become a live issue in many California coastal communities. Santa Monica's breakwater, completed only two years ago, is at present a matter of controversial discussion. Some authorities, including Dr. George F. McEwen, professor of oceanography at the Scripps Institution, La Jolla; Prof. U. S. Grant of the department of geology, University of California at Los Angeles, and A. G. Johnson, Bureau of Engineering, city of Los Angeles, assert this structure is a threat to beaches to leeward. Others, including George F. Nicholson, C. E., take the opposite view.

Problem of Future Effects

Santa Barbara, as has been told in previous issues of California Beaches Association bulletin, has afforded a striking example of the inevitable erosion of leeward beaches caused by obstructing the littoral drift. At Long Beach a proposed new breakwater "offers several problems as to future effects," according to J. W. B. Blackman, Long Beach city engineer.

At Ventura a proposed commercial harbor improvement has brought a written protest from Gus Gleichmann, member of the Ventura Harbor Board and of the Ventura County Planning Commission, who declares "construction of a breakwater at Ventura would ruin miles of beaches." Santa Cruz, which had planned to construct a harbor breakwater, taking note of these developments, has decided to make further investigations before deciding on action. Nothing at present will be done about it. According to Prof. U. S. Grant, most of the trouble that has arisen from the construction of breakwaters has been because "some of the simple processes seem to be entirely unknown to civil engineers," with resultant erosion that "could have been prophesied by a physiographer who understood the rudiments of shore-line physiography." It is a geological problem," writes Prof. Grant in a letter to this Association, "not a problem for the average civil engineer, no matter how proficient he may be in surveying."

Discussing conditions in the Santa Monica Bay region, and the effects of breakwaters there, Dr. George F. McEwen writes to the bulletin:

"There is in general a prevailing current from the northwest to the southeast in the region from Point Conception past Santa Barbara and Santa Monica to San Diego. The shoreward part of this current tends to move parallel to the shore and is there called a littoral current. Corresponding to this littoral current is the littoral drift of material that moves generally parallel to the shore-line under the influence of the ocean.

Santa Monica Bay Changes

"In their natural state, before the advent of interference due to man-built structures, sandy beaches with a uniform width of seventy-five to one hundred feet extended along the entire easterly shore of Santa Monica Bay and intermittently along the rocky and irregular shore to the north. These beaches were maintained by the natural balance of forces acting on the littoral drift, which except for tem-

(Continued on Page 4)

1. La couverture du numéro de juin 1936 du bulletin de la California Beaches Association.
California Beaches Association Bulletin, vol. 1, n° 6, juin 1936.
Boîte 14, dossier 100, Morrough P. O'Brien Papers. Water Resources Center Archives, UC Riverside.

rement aux associations antérieures, l'objectif de la CBA et de la SPA n'est plus seulement local : il s'agit de regrouper l'ensemble des personnes intéressées par les questions relatives au littoral dans l'État ; dès les premiers mois de son existence, la CBA rassemble ainsi plus de trois cents membres. Un bulletin officiel de l'association est publié mensuellement à partir de janvier 1936 et deux conférences majeures rassemblant des experts venus de tout l'État sont tenues cette même année.

Que se passe-t-il dans les années 1930 pour que, soudain, deux associations, centrées sur les plages et ayant une ambition régionale, voient le jour ? D'après le premier bulletin publié par la CBA en janvier 1936, les plages de l'État sont « en situation de crise » : elles sont menacées par l'érosion, la pollution et les intérêts privés[9]. De fait, l'érosion joue un rôle fondamental dans la mesure où c'est justement au milieu des années 1930 que les premiers échecs de l'aménagement du littoral donnent lieu à des modifications spectaculaires de la côte, poussant ceux dont les intérêts économiques sont liés à l'existence des plages (les propriétaires d'hôtels, les chambres de commerce municipales, etc.) à se rassembler dans une association[10]. C'est à Santa Monica en particulier, dans

2. Vue aérienne du port de plaisance et de la plage de Santa Monica dans les années 1940. Le saillant sablonneux est visible au nord du port et de la jetée. *Recreational Development of the Los Angeles Area Shoreline. An Engineering and Economic Report to the Mayor and the City Council*, 1949, p. 85. Boîte B1380, Archives municipales de Los Angeles.

l'agglomération de Los Angeles, que l'on prend la mesure du problème. Sous les yeux des habitants, en l'espace d'à peine deux ans, un gigantesque saillant sablonneux d'une centaine de mètres apparaît sur la célèbre plage de la ville où les plus grandes stars du cinéma possèdent de luxueuses maisons. L'accumulation de sable sur cette plage est directement liée à la construction d'un port de plaisance en 1934[11]. L'érection d'un brise-lames au beau milieu de la baie provoque en effet l'interruption des courants sableux qui sont responsables de l'approvisionnement en sable de la côte. L'accroissement anormal de la plage de Santa Monica signifie que le sable, qui devrait normalement s'écouler dans une direction sud-est, est interrompu dans sa course par le brise-lames. L'élargissement de la plage au nord du nouveau port de plaisance s'accompagne ainsi inévitablement de l'érosion des plages situées au sud de ce dernier. Dans le quartier de Venice Beach où le phénomène est le plus flagrant, la promenade en bois est détruite par les vagues et plusieurs maisons construites trop près de l'océan s'effondrent à la fin des années 1930.

Mais ces dommages matériels semblent peu conséquents face à la véritable menace qui s'annonce : « Les plages disparaissent » affirme le bulletin de l'association en 1936, et avec elles, risquent de disparaître les touristes dont les dollars dépensés sur la côte sont essentiels à la survie d'une ville de taille moyenne comme Santa Monica[12]. En effet, l'enjeu véritable de ce regroupement en association tient à la valeur des plages en monnaie sonnante et trébuchante dans un contexte de démocratisation des vacances et de développement du potentiel touristique de la Californie. En 1937, le magazine *Life* le proclame haut et fort : « Bathing is Big Business » ; « Les 40 millions d'Américains qui vont aller se baigner en 1937, lit-on dans ce magazine national de référence, dépenseront en tout un millier de millions de dollars[13] ». De même, la couverture du *New Yorker* de juillet 1939 illustre la démocratisation et le succès des bords de mer[14] : ce dessin humoristique fait figurer des centaines de baigneurs sur une plage en train de vaquer à des occupations diverses ; cette image familière est désormais le symbole de l'été pour tous les Américains blancs[15]. Se baigner et en particulier (la photographie accompagnant l'article de *Life* ne laisse aucun doute), se baigner sur une plage, est devenu extrêmement profitable. Depuis les années 1920, les loisirs balnéaires sont accessibles à tous, même à la classe ouvrière[16], et si Santa Monica espère plutôt attirer les stars du cinéma et les fortunes de l'Est en construisant son port de plaisance, l'absence de plages rendrait tous ces efforts inutiles.

COMBIEN VAUT UNE PLAGE ? LA PLAGE COMME RESSOURCE

À l'origine, l'enjeu de la CBA est donc de protéger cet atout considérable que constituent les plages dans le contexte économique difficile de la grande dépression. Les membres de cette association ne cherchent d'ailleurs pas à

cacher leurs intentions. Si l'association est bien à but non lucratif, son objectif est de préserver « le plus grand atout naturel de la Californie, un atout qui paie des dividendes énormes en monnaie sonnante et trébuchante », entend-on à la première conférence officielle organisée en 1936[17]. Dans le premier bulletin publié par l'association, l'article phare est ainsi consacré à la plage de Santa Barbara, autrefois célèbre, qui a été détruite par l'érosion. Comme dans le cas de Santa Monica, c'est la construction hasardeuse d'un port de plaisance qui a conduit la ville à détruire son plus bel atout, « une plage qui vaut des millions de dollars[18] ». Les analyses du All-Year Club of Southern California, un club fondé par des hommes d'affaires pour développer le tourisme californien aussi bien en hiver qu'en été, sont en effet très claires : ce sont les plages qui attirent les touristes de l'Est, ceux-là même qui laissent des milliers de dollars sur la côte ouest quand ils repartent[19]. Le pragmatisme dont font preuve les membres de la CBA les pousse même à décrire très précisément la somme d'argent en jeu sur les côtes californiennes. En 1936, à la première conférence générale de la CBA, A.G. Johnson, ingénieur de la ville de Los Angeles préposé aux plages, donne une communication sur l'impact de l'exploitation pétrolière sur le littoral, l'autre grand danger qui menace le tourisme balnéaire. Afin de démontrer que le jeu n'en vaut pas la chandelle, Johnson affirme que le baie de Santa Monica et son littoral valent environ 40 millions de dollars. Même si l'État recevait 500 000 dollars des compagnies pétrolières exploitant la côte, affirme-t-il, la dépréciation des prix de l'immobilier côtier et la destruction des plages engendrées par l'érection de foreuses auraient des conséquences désastreuses sur les finances de la région[20]. De fait, à Santa Barbara, la destruction de la plage a conduit à une diminution drastique des recettes d'impôts, elles-mêmes tributaires des appréciations de l'immobilier. Si l'argument économique n'est pas le seul mobilisé, il tient néanmoins une place de choix dans les premières publications de la CBA.

La volonté de quantifier précisément la valeur d'un paysage naturel, si elle peut sembler surprenante aux yeux des contemporains, est en réalité typique de la tradition conservationniste américaine qui prône la gestion efficace des ressources naturelles – en particulier des forêts – afin d'en garantir la pérennité et la qualité. Les membres de la CBA adoptent rapidement les stratégies des conservationnistes et présente par conséquent la plage comme une ressource. Dans cette perspective, la comparaison aux forêts revient régulièrement. En mai 1936, l'océanographe George F. McEwen regrette ainsi que le président Franklin D. Roosevelt n'ait pas étendu son programme de protection des grandes zones forestières aux plages[21]. En février 1936, le responsable des loisirs à Los Angeles, George Hjelte, explique que les plages et les forêts ont de nombreux points communs : « Toutes deux sont de grandes ressources naturelles de notre pays, toutes deux sont essentielles au bien-être économique et ludique des populations environnantes ; la forêt davantage du point de vue économique peut-être et la plage d'un point de vue ludique[22]. » Hjelte reconnaît bien une différence

de nature entre la forêt et la plage mais, fondamentalement, affirme-t-il, il s'agit bien d'une ressource qu'il faut exploiter de manière intelligente et scientifique. La stratégie est problématique cependant car, contrairement au bois des forêts ou aux poissons de la mer, le sable n'est pas littéralement vendu aux touristes. C'est un paysage, une réputation, une sensation, voire une atmosphère qui est vendue aux visiteurs en quête de repos balnéaire ; or, quantifier cet intangible relève de la mission impossible. Un membre de l'association s'interroge sur ce problème dès 1936 :

> « Les plages valent-elles la peine d'être préservées ? Qu'est-ce que cela change pour un citoyen d'avoir une côte agréable à regarder, d'avoir des belles et grandes plages où se baigner, nager et profiter du soleil plutôt qu'un littoral caillouteux ? Quelle est la différence en valeur imposable entre une maison avec vue sur une belle plage et la même maison sans plage ? Combien vaut un beau littoral en tant qu'attraction touristique[23] ? »

Son discours illustre la difficulté qui se pose dès lors qu'il faut mettre un prix sur un espace et le plaisir, visuel aussi bien que sensible, qu'il procure. Il met à jour le caractère ambigu de la plage en tant qu'espace naturel : la plage est considérée comme une ressource du type bois, pétrole, fer, etc., et en même temps comme un espace naturel source de repos et de réjouissances. Les questions posées par ce membre de la CBA sont rhétoriques : bien entendu, les plages valent la peine d'être préservées. Mais la raison primordiale qui doit guider cette préservation n'est pas dévoilée : est-ce pour des raisons économiques ou parce que l'homme a besoin d'un espace où se détendre ? En réalité, les membres du groupe naviguent habilement entre les deux discours, en fonction de leur auditoire et du contexte économique ou local. Si les historiens ont pendant longtemps opposé les conservationnistes aux préservationnistes dans la tradition écologiste américaine, on doit se rendre à l'évidence, à la lecture de ce type de sources, que les deux discours constituent des sources d'inspiration, en particulier dans le cas de la protection d'un espace difficilement classifiable comme la plage.

L'APPARITION DE NOUVELLES STRATÉGIES RHÉTORIQUES DANS L'APRÈS-GUERRE

En 1940, la CBA n'existe plus et ses bulletins ont cessé de paraître. La disparition de l'association est sans doute liée à des problèmes financiers. Financée au départ grâce aux sommes généreusement allouées par des donateurs anonymes, l'association n'a pas suffisamment de membres à la fin de l'année 1936 pour poursuivre la publication d'un bulletin gratuit[24]. En 1937, le problème n'est toujours pas réglé et, face à l'absence de résultats concrets, l'association est vraisemblablement dissoute. Toutefois, la Shoreline Planning Association (SPA),

jusque-là relativement peu active, prend le relais en 1940 à la suite d'une grande conférence sur l'érosion organisée à l'échelle de l'État. Comme la CBA, l'association fait une place de choix à l'érosion, mais son premier objectif est cependant différent : il s'agit d'acquérir des plages pour le public. En effet, en Californie, la partie « sèche » du littoral, c'est-à-dire le territoire qui n'est jamais recouvert par la mer, peut être privatisée. Au contraire, l'estran est un territoire public qui ne peut être acquis ni par un individu, ni par une société. Certaines villes ont ainsi racheté une partie de leur front de mer, mais d'autres doivent s'accommoder de l'existence de plages privées.

La SPA publie un journal, *California Coast*, de juillet 1948 à 1953, dont la lecture permet d'observer les évolutions du mouvement. Entre les années 1930 et 1948, le ton n'a pas fondamentalement changé. Les plages sont toujours considérées comme une ressource dans laquelle il faut investir. Cependant, le statut naturel des plages est désormais encore plus douteux. L'explosion démographique de la Californie, et en particulier de la ville de Los Angeles, arsenal de la Seconde Guerre mondiale, se répercute sur les plages où les foules se pressent le week-end. Par ailleurs, la guerre a mis la question des plages, considérée alors comme une préoccupation frivole, au dernier plan des priorités. Certaines plages de Los Angeles sont ainsi mises en quarantaine pendant plus de dix ans en raison de la pollution causée par le rejet des eaux usées de l'agglomération dans la baie de Santa Monica. Cette situation conduit l'un des membres de la SPA à dénoncer l'état dans lequel la plupart des plages publiques se trouvent en 1950 :

> « Quand on entend l'expression "plage publique", c'est une image très désagréable qui vient à l'esprit : bondée, couverte de déchets, très bruyante, dotée d'espaces de stationnement inadéquats et de misérables toilettes non hygiéniques, tout cela recouvert par la puanteur des baraques à hot-dogs[25]. »

Cette description est en tout point opposée aux hommages lyriques rendus par les auteurs du XIX^e^ siècle à la beauté des paysages sauvages du pays. Dans les médias, un discours similaire circule qui assimile les plages, autrefois « glamour », à des quartiers mal famés. Le *Los Angeles Daily News* regrette ainsi en 1941 que les plages aient perdu de leur cachet et qu'elles soient désormais caractérisées par un « arrière-plan laid, des sanitaires qui ressemblent à des taudis et l'érosion causée par l'homme qui a modifié les courants[26] ».

Par ailleurs, le nouvel objectif de l'association, acquérir des plages pour le public, implique de trouver de nouvelles stratégies rhétoriques. Ces dernières sont, à nouveau, contradictoires. Il existe tout d'abord un discours qui assimile les plages à une infrastructure ou encore un équipement qui devrait par conséquent être possédé et entretenu par l'État. C'est le cas en 1944 quand la SPA envoie une lettre à tous les journaux de la Californie comparant les plages aux autoroutes :

> « Une analogie assez juste serait de comparer notre problème à la construction et à l'entretien des autoroutes de notre État. Une grande autoroute comme l'A99 par exemple, qui s'étend sur toute la vallée de San Joaquim, passe par des fermes, des magasins, des résidences privées, des stations à essence. Personne ne s'attend à ce que le propriétaire de telle ferme ou de telle station à essence achète l'autoroute ou même ne l'entretienne puisque la route est clairement la propriété de l'État et a été construite pour le bénéfice de tous. De la même manière, la côte passe par San Francisco, Monterrey, Santa Barbara, Ventura, Los Angeles, Oceanside ou San Diego mais le fait que ces subdivisions politiques soient en bordure de la plage est une pure coïncidence[27]. »

En conclusion, la lettre affirme que les « plages sont autant la responsabilité de l'État que les autoroutes ». Dans cet exemple, la SPA sollicite l'image de l'autoroute et, ce faisant, assimile les plages à un équipement, qui doit donc être pris en charge par le public plutôt que par les individus.

Cependant, la campagne d'acquisition des plages fait émerger un autre discours en parallèle qui va rapidement prendre le dessus. Il s'agit d'une rhétorique qui, au contraire, insiste sur la nécessité de préserver l'un des plus beaux paysages naturels de Californie, comparable aux parcs nationaux de Yosemite et Yellowstone ou aux zones forestières protégées par l'État comme les fameuses forêts de séquoias du Nord de la Californie (les Redwoods) ou le lac Tahoe. En 1940, George Hjelte, chef du département des loisirs de Los Angeles et membre de la SPA, estime les plages dignes du système national des parcs américains :

> « Les plus belles forêts, les grands monuments nationaux tels que Yellowstone ont été considérés comme des atouts nationaux et pour assurer leur protection et utilisation par la nation entière, ils ont été inclus dans le système national des parcs. Les plages de nos États littoraux devraient être considérées comme des atouts aussi bien à l'échelle nationale que locale[28]. »

Il conclut en affirmant que le gouvernement devrait inclure certaines plages dans son système de parcs nationaux. Déjà en 1940, l'un des orateurs conviés à la conférence sur l'érosion en Californie comparait les plages aux Redwoods de la côte californienne et regrettait que les plages n'aient pas suscité plus tôt la création d'une association comme la Save the Redwoods League[29], créée en 1925 pour faire des Redwoods la propriété de l'État. En 1946, le président de la SPA écrit dans la revue de l'ASBPA que le public a tort de croire que le mot « parc » ne désigne « qu'un endroit avec de l'herbe, des fleurs et des arbres ou encore une forêt ou une rivière pour pêcher [...]. Il faut continuellement expliquer qu'un endroit comme Jones Beach [...] est autant un parc public que n'importe quelle forêt ou colline[30] ». L'existence même d'un tel discours prouve que le statut « naturel » des plages au milieu du siècle n'est pas acquis, qu'il doit, au contraire, être défendu, démontré, notamment par la comparaison.

La comparaison est également sollicitée pour choquer le lectorat de *California Coast* et le convaincre de la nécessité d'empêcher l'exploitation pétrolière sur la côte : « Imaginez des derricks de pétrole couvrant les bords du lac Tahoe. C'est impensable ! Et de même il est impensable, selon nous, d'autoriser l'exploitation pétrolière sur le littoral californien[31]. » Cette comparaison révèle le fait que la plupart des gens, au milieu des années 1940, considèrent les plages moins dignes d'être protégées qu'un lac de montagne réputé pour ses berges forestières ; à tort ou à raison, les plages, dans le panthéon de la nature américaine, occupent le bas de l'échelle. Il faut donc prendre en compte la construction culturelle de la nature puisqu'elle a un véritable impact sur le devenir de ces espaces : en l'occurrence, s'ils seront envahis par les derricks ou non. Expliquer ce phénomène nécessite de prendre en considération les représentations dominantes de la nature : comme mentionné en introduction, la nature, telle qu'elle est encore pensée aux États-Unis au milieu du XX^e siècle, est avant tout définie par les grands espaces inhabités, les montagnes aux contours spectaculaires et les grandes zones forestières qui évoquent l'époque de la frontière, mythe fondateur de la nation. Par ailleurs, le statut inférieur des plages est également lié à des préjugés de classe : contrairement aux forêts et aux montagnes qui sont assimilées aux espaces de loisir de prédilection de l'élite, les plages sont considérées, dans l'imaginaire populaire et dans les médias, comme l'endroit où toutes les classes sociales se mélangent sans distinction, mais donc aussi comme l'espace du peuple, le lieu de loisir des ouvriers venus profiter de plaisirs vulgaires (manger des hot-dogs comme le notait le président de la SPA plus haut), bien loin des plaisirs intellectuels et spirituels décrits par les grands *nature writers* américains. Il y a, dans ce statut semi-naturel des plages, une part de jugement de classe. Compte tenu du milieu socioprofessionnel dont sont issus les membres de ces associations, cela ne doit pas nous surprendre.

Toutefois, le caractère démocratique des plages n'est pas seulement une source d'embarras pour les membres de ces associations. En effet, à plusieurs reprises la popularité des plages est utilisée comme argument pour convaincre de la nécessité de nationaliser les plages. Dès 1936, un membre de la commission des parcs de l'État affirme à la première convention tenue par la CBA que l'élément le plus important des parcs californiens n'est pas les Redwoods, mais bien les plages « car il y a davantage de personnes qui les visitent[32] ». Non seulement elles sont plus populaires, mais surtout, elles ne coûtent rien au public qui les visite et leur entretien représente une somme bien moins élevée, proportionnellement au nombre de visiteurs, que tous les autres types de parcs. De fait, la plage dans l'imaginaire populaire américain de l'époque est bien symbole d'égalité, de démocratie.

Ainsi en 1946, *Life* chante les louanges de la plage, lieu où tous les Américains, exténués après la guerre, peuvent se ressourcer quels que soient leurs revenus : « Un homme peut s'y échapper des prétentions et des restrictions épuisantes de la civilisation pour le simple prix d'un gallon d'essence ou d'un

ticket de bus[33]. » La plage, selon le journaliste, est la « propriété de la classe moyenne à laquelle la plupart des Américains appartiennent ou pensent qu'ils appartiennent[34] ».

CONCLUSION

En conclusion, il faut revenir sur la question posée en introduction de cet article : quel impact cette conception de la nature comme *wilderness* a-t-elle eu sur l'évolution de la pensée environnementaliste aux États-Unis et sur l'action de ces associations ? Tout d'abord, cette conception restrictive de la nature a forcé les associations de protection des plages à adopter un discours malléable, oscillant entre conservationnisme et préservationnisme, entre la plage comme ressource et la plage comme espace naturel, voire la plage comme symbole de la démocratie américaine. Cette malléabilité du discours fait écho à l'un des fondements sur lequel se base l'histoire de l'environnement, c'est-à-dire l'idée selon laquelle, pour reprendre les mots de William Cronon, « le concept de nature est aussi naturel que non-naturel[35] » ; ce sont bien les hommes qui décident de ce qu'est la nature, et donc du type de nature qu'il faut préserver : ainsi, il faut attendre la seconde moitié du XX^e^ siècle pour qu'aux États-Unis ce statut naturel soit finalement accordé aux plages, sans réserve aucune.

Mais, au-delà de cette dimension rhétorique, quel impact a eu cette conception de la nature sur les plages elles-mêmes et leur équilibre écologique, et sur le mouvement en faveur de la protection de la nature ? Tout d'abord, les membres ces associations jouent un rôle important dans la mesure où, à terme, leurs discours et leurs actions vont changer la perception de ce qu'est la nature aux États-Unis. Progressivement, les Américains vont reconnaître que la nature existe au-delà des forêts et des montagnes, qu'elle comprend aussi l'environnement qui entoure les êtres humains, et notamment l'environnement urbain, plages comprises. L'historien Adam Rome a montré que l'une des caractéristiques de l'environnementalisme contemporain, c'est-à-dire celui qui émerge à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, tient au fait qu'il prend en compte non seulement la nature sauvage, mais aussi la qualité de l'environnement urbain et suburbain[36]. Ce sont des associations comme la CBA et la SPA qui préparent le terrain en amont dans les années 1930, puis contribuent à changer la perception de ce que l'on estime être « la nature » après la Seconde Guerre mondiale. D'autre part, l'impact de cette conception de la nature sur les plages a été le refus constant, de la part des élites économiques et politiques californiennes, d'y voir des éléments du type baraque à hot-dogs ou cafétérias, qui viendraient évoquer le loisir commercial et éloigner davantage cet espace de l'idéal de la *wilderness*. L'origine sociale des membres de ces associations détermine en effet leur conception de la « bonne » manière de profiter de la plage. Selon ces hommes, la plage doit être un espace propre, silencieux, dénué d'établissements

commerciaux et où seuls les équipements nécessaires au confort doivent être construits (cabines pour se changer, toilettes). Il est probable que la manière d'envisager un après-midi à la plage pour les membres de classe ouvrière était bien différente et que, si on les avait consultées, les familles qui fréquentaient les plages publiques de Californie à cette époque auraient souhaité y voir des établissements privés vendant les fameux hot-dogs tant décriés et autres mets estivaux. Le succès des parcs d'attractions, des jeux de hasard et des bars installés sur les *piers*[37] de Los Angeles jusque dans les années 1960 en est une preuve. De fait, la tension entre ces deux modèles de plage urbaine (la plage dite « naturelle », dénuée de tout élément artificiel et la plage populaire où les loisirs commerciaux dominent le paysage) est l'une des grilles de lecture fondamentale pour comprendre l'évolution de cet espace public au cours du XX^e^ siècle.

Elsa DEVIENNE
ATER à l'université Paris Ouest-Nanterre et doctorante à l'EHESS
au sein du Centre d'études nord-américaines

NOTES

1. Ces associations sont brièvement évoquées dans : DILSAVER L. M., COLTEN C. E., *The American Environment : Interpretations of Past Geographies*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1992, p. 217-234 ; GILLIS J. R., *The Human Shore : Seacoasts in History*, Chicago, University of Chicago Press, 2012, p. 188-189 et dans le chapitre I de l'ouvrage de ELKIND S. S., *How Local Politics Shape Federal Policy : Business, Power, and the Environment in Twentieth-Century Los Angeles*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2011.
2. C'est par exemple ce que fait HAYS S. P. dans *Beauty, Health and Permanence. Environmental Politics in the US, 1955-1985*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 62.
3. Pour une synthèse en français sur les origines de l'histoire environnementale, voir LOCHER F., QUENET G., « L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2009, vol. 56, n° 4, p. 7-38.
4. WHITE R., « American Environmental History : The Development of a New Historical Field », *The Pacific Historical Review*, vol. 54, n° 3, août 1985, p. 297-335 ; voir également NASH R., *Wilderness and the American mind*, New Haven, Yale University Press, 2001.
5. Sur ce sujet, voir GOTTLIEB R., *Forcing the Spring : The Transformation of the American Environmental Movement*, Washington D.C., Island Press, 2005, p. 43-45.
6. Les parcs nationaux de Yellowstone et Yosemite sont emblématiques de cette tradition. Sur ce sujet, voir par exemple le classique de NASH R. F., *Wilderness and the American Mind*, *op. cit.*
7. Sur ce sujet, voir notamment MASSARD-GUILBAUD G., THORSHEIM P., « Cities, Environments, and European History », *Journal of Urban History*, juillet 2007, vol. 33, n° 5, p. 691-701 ; ROSEN C. M., TARR J. A., « The Importance of an Urban Perspective in Environmental History », *Journal of Urban History*, mai 1994, vol. 20, n° 3, p. 299-310 ; MELOSI M. V., « The Place of the City in Environmental History », *Environmental History Review*, avril 1993, vol. 17, n° 1, p. 1-23.
8. L'histoire de l'environnementalisme aux États-Unis oppose généralement (et de manière parfois presque caricaturale) le conservationnisme au préservationnisme. Ces deux tendances entrent en conflit notamment en 1906 lors de la controverse du barrage Hetch Hetchy dans la vallée de Yosemite. Depuis, elles ont été considérées comme les deux branches intellectuelles du mouve-

ment de protection de la nature aux États-Unis. Contrairement au conservationnisme, le préservationisme prône la protection de la nature pour ses vertus esthétiques ou spirituelles, au-delà de toute considération économique. Pour une synthèse en français sur le sujet, voir FIGUEIREDO Y., « Aux sources du débat écologique contemporain : l'expérience américaine », *Revue française d'études américaines*, 2006, vol. 3, n° 109, p. 69-82.

9. Editorial, *California Beaches Association Bulletin*, vol. 1, n° 1, janvier 1936, p. 1.
10. « Beach Units Join Hands », *Los Angeles Times*, 31 janvier 1936, p. A2.
11. « How Breakwater Acts at Santa Monica », *California Beaches Association Bulletin*, vol. 1, n° 5, juin 1936, p. 5
12. *Ibid.*
13. *Life*, 28 juin 1937, p. 31.
14. Couverture, *The New Yorker*, 8 juillet 1939.
15. La plupart des plages dans le Sud sont en effet ségrégées jusque dans les années 1950 et 1960. Dans l'Ouest et sur la côte est, les plages ne sont pas officiellement ségrégées mais elles peuvent l'être de manière informelle.
16. Voir le chapitre VII dans ARON C., *Working at Play. A History of Vacations in the United States*, New York et Oxford, Oxford University Press, 1999.
17. Réunion du 16 mai 1936 à Santa Barbara. O'Brien papers, boîte 14, dossier 99, Water Resources Center Archives, Riverside.
18. « Million-Dollar Beach Ruined by Erosion », *California Beaches Association Bulletin*, vol. 1, n° 5, mai 1936, p. 7.
19. Réunion du 16 mai 1936 à Santa Barbara. O'Brien papers, boîte 14, dossier 99, Water Resources Center Archives, Riverside, p. 3.
20. *Ibid.*, p. 10.
21. « Planning Needed to Solve Beach Problems », *California Beaches Bulletin Association*, vol. 1, n° 3, mai 1936, p. 11.
22. « Los Angeles's Projects », *California Beaches Bulletin Association*, vol. 1, n° 3, mars 1936, p. 6.
23. *Ibid.*, p. 8.
24. « Financing California Beaches Association », *California Beaches Association Bulletin*, vol. 1, n° 10, octobre 1936, p. 1.
25. *California Coast*, vol. IV, n° 2, mai 1950, p. 2.
26. *Los Angeles Daily News*, 28 juin 1941, p. 5.
27. Lettre datée du 25 août 1944. John Anson Ford papers, Box 43. Huntington Library.
28. Retranscription de la conférence du 12 avril 1940 (« Beach and Shoreline Problems ») organisée par le conseil général du comté de Los Angeles, p. 27. Water Resources Center Archives.
29. *Ibid.*, p. 44.
30. George P. Larsen, « The beaches must belong to the people. California's statewide program », *Beach & Shore*, vol. 14, n° 2, octobre 1946, p. 68.
31. *Los Angeles Times*, 2 novembre 1938, p. 8.
32. « Proceedings of the Mid-Year Conference at Los Angeles », *Beach & Shore*, vol. 4, n° 4, octobre 1936, p. 103.
33. *Life*, 12 août 1946, p. 34.
34. *Ibid.*
35. CRONON W., « The Trouble with Wilderness ; or, Getting Back to the Wrong Nature », *Uncommon Ground : Toward Reinventing Nature*, New York, W.W. Norton & Co, 1995, p. 69-90.
36. ROME A., *The Bulldozer in the Countryside : Suburban Sprawl and the Rise of American Environmentalism*, Boston, Cambridge University Press, 2001.
37. Littéralement « jetée » mais les *piers* en Californie ont des fonctions bien plus diverses que les jetées européennes et peuvent accueillir des fêtes foraines, des restaurants et des lieux de danse.